



Conseil général

DÉROGATIONS – 2017¹

NOTE DU SECRÉTARIAT²

Le tableau ci-joint a été établi pour l'information des délégations. Il contient une liste des dérogations accordées par le Conseil général en 2017, ainsi que des dérogations précédemment accordées et encore en vigueur en 2017. Il convient de noter que certaines de ces dérogations sont venues à expiration dans le courant de l'année.

¹ La liste des dérogations accordées par le Conseil général et la Conférence ministérielle entre 1995 et 2015 figure dans le document WT/GC/W/718.

² Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

DÉROGATION	DÉCISION	DATE D'ADOPTION DE LA DÉCISION	ACCORDÉE JUSQU'AU	RAPPORT EN 2017 ³
Accordée en 2017				
Introduction des modifications du Système harmonisé 2002 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁴	WT/L/1026	30 novembre 2017	31 décembre 2018	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2007 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁵	WT/L/1027	30 novembre 2017	31 décembre 2018	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2012 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁶	WT/L/1028	30 novembre 2017	31 décembre 2018	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2017 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁷	WT/L/1029	30 novembre 2017	31 décembre 2018	-

³ Applicable si précisé dans la décision portant octroi de la dérogation.

⁴ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine et Chine.

⁵ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Brésil; Chine; Malaisie; Philippines; République dominicaine; Suisse; Thaïlande; et Union européenne.

⁶ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chine; Colombie; Corée, République de; Costa Rica; El Salvador; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Inde; Israël; Kazakhstan; Macao, Chine; Malaisie; Mexique; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Philippines; République dominicaine; Singapour; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; et Union européenne.

⁷ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Brésil; Canada; Chine; Colombie; Corée, République de; Costa Rica; El Salvador; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Honduras (WT/L/1029/Add.1); Hong Kong, Chine; Inde; Israël; Kazakhstan; Macao, Chine; Monténégro; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; République dominicaine (WT/L/1029/Add.2); Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; Union européenne; et Uruguay.

DÉROGATION	DÉCISION	DATE D'ADOPTION DE LA DÉCISION	ACCORDÉE JUSQU'AU	RAPPORT EN 2017 ⁸
Précédemment accordée – en vigueur en 2017				
Introduction des modifications du Système harmonisé 2002 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ⁹	WT/L/996	7 décembre 2016	31 décembre 2017	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2007 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ¹⁰	WT/L/997	7 décembre 2016	31 décembre 2017	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2012 dans les Listes de concessions tarifaires de l'OMC ¹¹	WT/L/998	7 décembre 2016	31 décembre 2017	-
Introduction des modifications du Système harmonisé 2017 dans les Listes de concessions de l'OMC ¹²	WT/L/999	7 décembre 2016	31 décembre 2017	
États-Unis – Ancien territoire sous tutelle des îles du Pacifique	WT/L/1000	7 décembre 2016	31 décembre 2026	WT/L/1018
États-Unis – Préférences commerciales accordées au Népal	WT/L/1001	7 décembre 2016	31 décembre 2025	WT/L/1021
Union européenne – Application du traitement préférentiel autonome aux pays de la partie occidentale des Balkans	WT/L/1002	7 décembre 2016	31 décembre 2021	WT/L/1019
Cuba – Article XV:6 – Prorogation de la dérogation	WT/L/1003	7 décembre 2016	31 décembre 2021	WT/L/1023
Mise en œuvre du traitement préférentiel en faveur des services et fournisseurs de services des pays les moins avancés et participation croissante des PMA au commerce des services ¹³	WT/MIN(15)/48 WT/L/982	19 décembre 2015	31 décembre 2030 ¹⁴	-
États-Unis – Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique	WT/L/970	30 novembre 2015	30 septembre 2025	WT/L/1006, WT/L/1017
Pays les moins avancés Membres – Obligations au titre de l'article 70:8 et 70:9 de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les produits pharmaceutiques	WT/L/971	30 novembre 2015	1 ^{er} janvier 2033	-
Canada – Programme CARIBCAN	WT/L/958	28 juillet 2015	31 décembre 2023	WT/L/1013
États-Unis – Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes	WT/L/950	5 mai 2015	31 décembre 2019	WT/L/1012
Philippines – Traitement spécial pour le riz	WT/L/932	24 juillet 2014	30 juin 2017	-

⁸ Applicable si précisé dans la décision portant octroi de la dérogation.

⁹ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Chine; et Union européenne.

¹⁰ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Brésil; Chine; Israël; Malaisie; Mexique; Nouvelle-Zélande; Philippines; République dominicaine; Suisse; Thaïlande; et Union européenne.

¹¹ Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Australie; Brésil; Canada; Chine; Colombie; Corée, République de; Costa Rica; El Salvador; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Inde; Israël; Kazakhstan (WT/L/998/Add.1); Macao, Chine; Malaisie; Mexique; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Philippines; République dominicaine; Singapour; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; et Union européenne.

¹² Les Membres qui ont demandé à bénéficier de cette dérogation sont les suivants: Argentine; Brésil; Canada; Chine; Colombie; Corée, République de; Costa Rica; El Salvador; États-Unis; Fédération de Russie; Guatemala (WT/L/999/Add.3); Hong Kong, Chine; Inde (WT/L/999/Add.8); Israël (WT/L/999/Add.4); Kazakhstan (WT/L/999/Add.7); Macao, Chine (WT/L/999/Add.1); Monténégro (WT/L/999/Add.5); Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan (WT/L/999/Add.6); Paraguay; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande (WT/L/999/Add.2); Union européenne; et Uruguay.

¹³ Cette décision ministérielle a été adoptée en application de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés adoptée en 2011 (WT/L/847) et de la Décision sur la mise en œuvre effective de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés adoptée en 2013 (WT/MIN(13)/43-WT/L/918). Voir aussi la page 4.

¹⁴ À la Conférence ministérielle de Nairobi, les Ministres ont décidé de proroger la dérogation adoptée en 2011 concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés (WT/L/847). Voir aussi la page 4.

DÉROGATION	DÉCISION	DATE D'ADOPTION DE LA DÉCISION	ACCORDÉE JUSQU'AU	RAPPORT EN 2017 ¹⁵
Précédemment accordée – en vigueur en 2017				
Mise en œuvre effective de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés ¹⁶	WT/MIN(13)/43 WT/L/918	7 décembre 2013	-	-
Certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts – Prorogation de la dérogation ¹⁷	WT/L/876	11 décembre 2012	31 décembre 2018	-
Traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés ¹⁸	WT/L/847	17 décembre 2011	15 ans à compter de la date d'adoption ¹⁹	-
Préférences tarifaires en faveur des pays les moins avancés – Décision portant prorogation de la dérogation	WT/L/759	27 mai 2009	30 juin 2019	-
Mise en œuvre du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique ²⁰	WT/L/540 et WT/L/540/Corr.1	30 août 2003	Voir WT/L/540 et WT/L/540/Corr.1	-

¹⁵ Applicable si précisé dans la décision portant octroi de la dérogation.

¹⁶ Cette décision ministérielle a été adoptée en application de la dérogation concernant le traitement préférentiel pour les services et fournisseurs de services des pays les moins avancés adoptée en 2011 (WT/L/847). Elle ne constitue pas une nouvelle dérogation. Voir aussi la décision WT/L/847.

¹⁷ Annexe: Australie; Botswana; Brésil; Canada; Corée; Croatie; États-Unis; Fédération de Russie; Inde; Israël; Japon; Mexique; Norvège; Nouvelle-Zélande; Philippines; République bolivarienne du Venezuela; Singapour; Taipei chinois; Thaïlande; Turquie; et Union européenne.

¹⁸ Deux décisions ont été adoptées ultérieurement par la Conférence ministérielle en application de cette dérogation: une en 2013 (WT/MIN(13)/43-WT/L/918) et une autre en 2015 (WT/MIN(15)/48-WT/L/982). Voir aussi la décision WT/MIN(13)/43-WT/L/918.

¹⁹ À la Conférence ministérielle de Nairobi, les Ministres ont décidé de proroger la dérogation jusqu'au 31 décembre 2030 (WT/MIN(15)/48-WT/L/982).

²⁰ Conformément à la Décision du Conseil général du 30 août 2003 (WT/L/540 et WT/L/540/Corr.1), un protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC a été adopté par le Conseil général le 6 décembre 2005 (WT/L/641) et présenté aux Membres pour acceptation. Conformément à l'article X:3 de l'Accord sur l'OMC, ce protocole est entré en vigueur le 23 janvier 2017. Depuis, l'Accord sur les ADPIC amendé s'applique aux Membres qui l'ont accepté. Le Protocole prendra effet pour chaque Membre dès que celui-ci l'aura accepté. Dans le même temps, la Décision de 2003 continue de s'appliquer à ces Membres. Aux fins de cette décision, l'examen annuel du système de licences obligatoires spéciales est réputé répondre aux prescriptions en matière de réexamen énoncées à l'article IX:4 de l'Accord sur l'OMC.